



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-63469>

Département(s) de publication : 17

Annonce n° 25-63469

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Département de la Charente Maritime

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 22170001600738

Ville : LA ROCHELLE CEDEX

Code postal : 17076

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 17

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Identifiant interne de la consultation : 25HTES02

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Direction Juridique et de la Commande Publique

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11. Formulaire DC1, lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (disponible à l'adresse suivante: <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) Formulaire DC2, déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante: <http://economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Le document unique de Marché Européen (DUME) est disponible sur le profil acheteur: <http://achatpublic.com>. Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois"

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat. Certificats de qualifications professionnelle notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 15/07/2025 à 17:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Aménagement d'une capitainerie et construction de sanitaires au port du Château d'Oléron

Code CPV principal - Descripteur principal : 45232460

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Aménagement d'une capitainerie et construction de sanitaires. Construction en murs à ossature bois sur fondations profondes

Lieu principal d'exécution du marché : Port du Château d'Oléron

Durée du marché (en mois) : 10

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot** : Lot 1 Démolitions / fondations profondes / gros oeuvre

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45262210

Lieu d'exécution du lot : Port du Château d'Oléron

- **Description du lot** : Lot 2 Charpente bois / murs ossatures bois

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45223220

Lieu d'exécution du lot : Port du Château d'Oléron

- **Description du lot** : Lot 3 Couverture zinguerie

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45261210

Lieu d'exécution du lot : Port du Château d'Oléron

- **Description du lot** : Lot 4 Menuiseries extérieures / serrurerie

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45421000

Lieu d'exécution du lot : Port du Château d'Oléron

- **Description du lot** : Lot 5 Plâtrerie / menuiseries intérieures

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45410000

Lieu d'exécution du lot : Port du Château d'Oléron

- **Description du lot : Lot 6 Carrelage / faïence**

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45431000

Lieu d'exécution du lot : Port du Château d'Oléron

- **Description du lot : Lot 7 Peinture**

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45442100

Lieu d'exécution du lot : Port du Château d'Oléron

- **Description du lot : Lot 8 Électricité / CFO CFA**

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45310000

Lieu d'exécution du lot : Port du Château d'Oléron

- **Description du lot : Lot 9 Plomberie / ventilation**

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45331200

Lieu d'exécution du lot : Port du Château d'Oléron

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Les critères de choix sont énoncés dans le Règlement de consultation. Les variantes ne sont pas autorisées. Une visite est préconisée (voir article 6.2 du Règlement de Consultation). Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché. Le délai global de paiement est de 30 jours. Modalités de règlement des comptes: sur les Fonds propres du Département. Le mode règlement de l'administration est le mandat administratif. En cas de groupement d'opérateurs économiques, Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement . Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements. Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges. Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec tous les candidats au regard des critères énoncés dans le Règlement de consultation. Le dossier de consultation est gratuit. Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée. Au moment du dépôt, la signature électronique des documents n'est pas exigée pour cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue devra être signée électroniquement afin de pouvoir procéder à la notification du marché correspondant. Une offre finale non signée électroniquement sera considérée comme irrégulière. Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Tribunal administratif 15 rue Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX - +33 549607919 - greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Date d'envoi du présent avis à la publication : 05/06/2025